



# MAGAZINE



## ReArm Europe



### **CONFÉRENCE EZA À BRUXELLES 2026**

La justice sociale à l'heure du réarmement de l'Europe

### **L'EUROPE ET LA GUERRE**

La nouvelle réalité européenne en temps d'incertitude mondiale

### **LA SANTÉ MENTALE EN ZONES DE GUERRE**

Entretien avec Eleanor Hitchman, psychologue au CICR

### **PASSER DES DÉFIS AUX ACTIONS**

définir les priorités futures des organisations de travailleurs de pays candidats à une adhésion

### **ACTUALITÉS DE L'EZA**

Deux nouveaux membres de Macédoine du Nord

**NUMÉRO 01/2026**

## Cher·ère·s ami·e·s, cher·ère·s lecteur·rice·s,

Début mars, l'EZA a envoyé un signal fort dans le cadre de sa conférence à Bruxelles placée sous le signe de « la justice sociale à l'heure du réarmement de l'Europe ». Même s'il n'est pas évident pour un réseau d'organisations de travailleurs de participer à ce débat, nous considérons qu'il est de notre responsabilité de mener une réflexion à ce sujet.

Dans un monde très instable, la sécurité concerne tout le monde. L'armement ne peut être envisagé séparément d'un contexte plus large dans lequel le dialogue, les accords et la diplomatie doivent continuer à jouer leur rôle. D'autant plus que l'Europe reste un projet de paix. Par ailleurs, le renforcement de la capacité de défense de l'UE ne doit pas engendrer une diminution de la protection sociale. La capacité militaire est nécessaire, mais ne suffira pas à garantir une paix durable à laquelle la paix sociale contribue également. À l'heure où émerge un nouvel ordre mondial, la solidarité laisse place aux intérêts personnels de dictateurs et, de l'autre côté de l'océan, d'autocrates, de cleptocrates et de technocrates qui souhaitent saper la démocratie, ignorer les règles internationales et nous disent que l'Europe est en déclin.

Aucune raison ne justifie d'accepter cela de façon inaperçue et inconsciente, de nous laisser ronger par des complexes et de qualifier cette situation de nouvelle normalité. Sans défaitisme, nous devons continuer à emprunter notre propre voie européenne basée sur nos valeurs, convaincus que notre prospérité, bien-être et protection sociale sont bien plus forts qu'ailleurs. Nous nous sentons profondément investis dans ce monde imprévisible et déroutant avec le sentiment de ne pas avoir d'influence.

Je souhaiterais vous rappeler les mots de Franklin Delano Roosevelt, un Président américain qui embrassait encore la démocratie : « La seule chose que nous ayons à craindre est la crainte elle-même. » Par conséquent, nous ne devons pas hésiter à agir. Fondé sur le constat que la mondialisation ne garantit pas les mêmes avantages à toutes et tous, il est par exemple important de surveiller le pouvoir d'achat, en particulier avec la nouvelle crise énergétique actuelle.

Il en va de même quant à la question des changements dramatiques dans le monde du travail causés entre autres par l'intelligence artificielle (IA). Pourrons-nous encore parler d'emplois classiques ou sera-t-il plutôt question de tâches, missions ou opérations à effectuer ? Interrogé sur le nombre d'employé·e·s au sein de son entreprise, un entrepreneur a répondu : un quart de personnes et trois quarts de robots.

Pour des travailleur·euse·s plus âgé·e·s qui ont été formé·e·s à une autre époque et devront travailler plus longtemps pour garantir le paiement de pensions, des formes appropriées de transition vers une reconversion et un perfectionnement professionnels seront nécessaires. Quant à la génération plus jeune se pose la question dans quelle mesure elle aura encore accès au marché du travail malgré ses bonnes compétences. Quelles seront les répercussions de cette situation sur leur bien-être mental ? Par ailleurs, nous savons que l'IA est déjà largement utilisée de manière incontrôlée dans le cadre de leur recrutement. Une coopération intergénérationnelle entre ces différents groupes sur le lieu de travail est certainement nécessaire. De façon plus générale, un encadrement législatif de l'IA sera impératif pour conserver un aspect humain au travail à l'avenir.

La période de Pâques me pousse à penser que, malgré toutes les préoccupations et problèmes, la perspective de résurrection et d'espoir doit continuer à nous guider.

Luc Van den Brande – EZA-Präsident



# SOMMAIRE :

4

## CONFÉRENCE EZA À BRUXELLES 2026 :

La justice sociale à l'heure du réarmement de l'Europe

7

## L'EUROPE ET LA GUERRE :

La nouvelle réalité européenne en temps d'incertitude mondiale

12

## LA SANTÉ MENTALE EN ZONES DE GUERRE :

Entretien avec Eleanor Hitchman, psychologue au CICR

15

## PASSER DES DÉFIS AUX ACTIONS :

définir les priorités futures des organisations de travailleurs de pays candidats à une adhésion

16

## ACTUALITÉS DE L'EZA :

Deux nouveaux membres de Macédoine du Nord

17

## ADRESSE

# LA JUSTICE SOCIALE À L'HEURE DU RÉARMEMENT DE L'EUROPE

À l'heure où l'UE se réarme à un rythme soutenu, l'édition 2026 de la conférence de l'EZA à Bruxelles a rassemblé des participant·e·s de 21 pays pour mener une réflexion sur les conséquences sociales de ce nouveau « virage en matière de sécurité ».



DE GAUCHE À DROITE : JOVITA PRETZSCH, VICE-PRÉSIDENTE DU SYNDICAT LITUANIEN SOLIDARUMAS ; LUCIE STUDNIČNÁ, PRÉSIDENTE DU GROUPE II (TRAVAILLEURS) AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN (CESE) ; ROLF BRO WEBER, CONSEILLER POLITIQUE CHEZ WOW ; BJØRN VAN HEUSDEN, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION MONDIALE DES TRAVAILLEURS (WOW EUROPE).

**TEXTE :** Sergio de la Parra, Sigrid Schraml  
**PHOTOS :** Katrin Brüggem

Il peut être tentant d'attribuer les aléas actuels sur la scène internationale à la personnalité de l'un ou l'autre dirigeant politique. Sans nier leur influence dans son discours principal, Anne-Cécile Robert, journaliste française et directrice adjointe du Monde Diplomatique, a avancé que la situation actuelle, marquée par une nouvelle

confrontation géopolitique et de multiples conflits armés, est plutôt le résultat d'une série de cycles historiques qui semblent désormais toucher à leur fin. Par conséquent, l'Union européenne se sent de plus en plus menacée et ces dernières années, la politique de défense figure en tête des priorités politiques de l'UE.

## La sécurité au-delà de la dimension militaire

La détérioration de l'environnement international a replacé la question de la sécurité au premier plan de l'agenda européen, y compris le besoin pour l'Union européenne de pouvoir compter sur une dissuasion militaire crédible et efficace. Le général Christophe Gomar qui occupe actuellement le poste de vice-président de la commission de défense au Parlement européen a rappelé que « le monde extérieur est dur ». De son point de vue, le renforcement de la capacité de défense européenne constitue la garantie de paix de l'UE et une condition nécessaire pour faire progresser ses objectifs et valeurs plus vastes. Dans le même temps, les débats menés tout au long de la conférence ont souligné l'importance de placer ces évolutions dans le contexte de l'engagement de longue date de l'UE en faveur de la paix et des valeurs défendues par des mouvements de travailleurs chrétiens telles que la justice sociale.

Plusieurs intervenant·e·s ont évoqué la pertinence continue du droit international et des cadres multilatéraux, en particulier les Nations Unies, comme repère central pour une action européenne. La reconnaissance des limites du système international actuel et le besoin de son adaptation à l'environnement géopolitique changeant ont été de pair avec ce constat. Les participant·e·s ont également rappelé que les processus de réarmement ont tendance à générer des réactions réciproques vu que les mesures prises par un acteur sont souvent perçues comme menaces par d'autres. Il s'agit là d'une dynamique couramment qualifiée de dilemme de sécurité. Dans un contexte de contraintes budgétaires dans de nombreux États membres, des inquiétudes ont été exprimées au sujet des répercussions potentielles de la hausse des dépenses militaires sur d'autres secteurs de dépenses publiques, en particulier ceux liés à la prévention de conflits comme la coopération au développement et la diplomatie. En parallèle, il a été souligné que ces secteurs jouent un rôle important dans la promotion de la

stabilité et de la paix. Dans ce contexte, la référence à la devise de l'OIT - si vis pacem, cole justitiam (« Si tu veux la paix, cultive la justice ») - a contribué à une meilleure compréhension de la sécurité et nourri les débats. En général, les échanges ont reflété une conscience partagée que les capacités militaires seules ne peuvent pas répondre entièrement aux défis actuels en matière de sécurité et qu'elles font partie d'un ensemble d'instruments qui incluent aussi la diplomatie, le multilatéralisme et la coopération internationale.

## Les conséquences d'une augmentation des dépenses militaires

L'augmentation des dépenses militaires constitue un des aspects les plus visibles de la politique de réarmement de l'UE. À l'heure où les dépenses militaires mondiales atteignent un record historique, l'Europe se situe au premier rang de cette tendance avec des hausses significatives depuis 2014, année de l'occupation puis de l'annexion de la Crimée à la Russie.

Il ne s'agit pas de s'interroger sur la légitimité de cette hausse, même si on pourrait soutenir que le défi de la défense européenne ne relève pas essentiellement d'une question de ressources financières. Il est toutefois important d'être transparent sur les conséquences et choix qu'une telle politique entraîne. Comme le formule Luc Van den Brande, président de l'EZA : « Si l'Europe décide de se réarmer, nous devons considérer les conséquences en toute franchise. » Une première question porte sur le financement. Au sein de l'UE, les États membres jouissant d'une marge de manœuvre budgétaire - l'Allemagne en particulier - ont tendance à avoir recours à l'endettement. Dans le cas d'autres États, une hausse rapide des dépenses militaires telle que connue actuellement est presque impossible sans exercer de pression sur d'autres domaines majeurs de dépenses publiques, y compris la protection sociale, les soins de santé et l'éducation.



ENVIRON 100 PARTICIPANT·E·S DE 21 PAYS ÉCOUTENT ATTENTIVEMENT LE DISCOURS TENU PAR ANNE-CÉCILE ROBERT, RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE DU MONDE DIPLOMATIQUE

Dans la pratique, cela se traduit rarement en coupes immédiates dans le régime d'allocations sociales, mais plutôt en une restriction progressive de leur évolution, vu que les ressources sont de plus en plus allouées à des priorités en matière de défense.

Une deuxième réflexion concerne l'influence positive des dépenses de défense sur la croissance et l'emploi. On ne peut pas nier que de tels effets peuvent exister (excepté dans les cas où les augmentations sont largement absorbées par des importations d'équipement militaire). Cependant, comme le souligne Dr. Nan Tian, directeur de recherche à l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), il est important d'admettre que les dépenses de défense ont tendance à avoir un effet moindre sur la croissance économique – le dénommé « multiplicateur budgétaire » – comparé à d'autres types d'investissements publics tels que les infrastructures, l'éducation ou les services sociaux. Alors que la majorité des études disponibles se concentrent sur les États-Unis, le cas de l'Europe a moins été analysé en détail. Cependant, selon des estimations récentes, pour des pays tels que l'Allemagne, chaque euro supplémentaire versé pour des dépenses militaires génère au mieux 50 centimes en production économique supplémentaire, mais peut-être rien du tout. Selon Dennis Radtke, coordinateur du PPE au sein de la commission de l'emploi au Parlement européen, cela ne peut pas être nié. Cependant, au vu de la situation géopolitique actuelle, l'UE n'a pas d'autre choix que de finalement donner la priorité à la défense européenne.

En fin de compte, il est important de souligner que l'attribution de ressources en matière de défense fait toujours preuve d'inefficacité considérable. Dans le cas de l'Allemagne, par exemple, l'efficacité limitée des dépenses militaires est largement liée à la structure actuelle du secteur de la défense : les capacités de production tournent déjà presque à plein régime alors que la concurrence est limitée par un manque de transparence dans les procédures de passation des marchés. Dans de telles conditions, des dépenses publiques supplémentaires se traduiront probablement par une hausse des prix et une augmentation des bénéfices pour les entreprises plutôt qu'en une expansion significative de la production.

### Le train de mesures omnibus sur la préparation de la défense et la base industrielle de l'Europe

Au-delà des initiatives de l'UE qui visent à encourager ou simplifier des dépenses nationales plus élevées en matière de défense, la politique industrielle

constitue un autre instrument clé via lequel l'Union européenne fait progresser son programme d'armement. Des mesures telles que le financement de la recherche et du développement, l'accélération de procédures d'autorisation, l'encouragement des achats groupés ou conjoints et la simplification de la circulation au sein de l'Union européenne de produits liés à la défense font partie des éléments centraux du « train de mesures omnibus sur la préparation de la défense » actuellement en discussion entre le Parlement européen et le Conseil.

L'échange avec Paraskevi Papantoniou, chef d'unité à la Direction générale de l'industrie de la défense et de l'espace (DG DEFIS) de la Commission européenne, et Isabelle Barthès, secrétaire générale adjointe chez IndustriAll, a accentué le besoin de rééquilibrer le décalage entre la disponibilité accrue de financement public pour l'industrie de la défense et les retombées pour la société et les travailleurs dans le secteur. Cela soulève, par exemple, des questions sur une taxation éventuelle des bénéfices excédentaires dans le secteur ainsi que la mise en place d'une conditionnalité sociale plus forte dans le cadre de financements publics octroyés aux entreprises de défense. Par ailleurs, il est apparu clairement que la simplification des procédures et la levée d'obstacles réglementaires pour les entreprises ne résoudront pas seules les défis structurels rencontrés par la base industrielle de l'UE. Parmi ces défis figurent la fragmentation entre les marchés nationaux, le sous-investissement, le doublonnage de capacités et le manque de chaînes d'approvisionnement européennes complètement intégrées. Par conséquent, le renforcement de la souveraineté industrielle dans le secteur de la défense requiert une coordination à long terme, une volonté politique durable et surtout une confiance accrue entre États membres.

### Un débat permanent

Il est ressorti de la conférence que le virage de l'UE en matière de sécurité soulève des questions complexes et profondes. Pour les syndicats et les organisations de travailleurs chrétiens, il ne s'agit pas de nier la nouvelle réalité géopolitique qui, comme l'a formulé Piergiorgio Sciacqua, co-président de l'EZA, a changé « qu'on le veuille ou non ». Il est plutôt important de s'attaquer à ce sujet de façon critique et constructive et d'encourager les dirigeants politiques à garantir – aussi paradoxal que cela puisse paraître – que la politique de sécurité de l'UE continue à être ancrée dans une stratégie plus large dans le cadre de laquelle la paix et le respect pour le droit international constituent des principes directeurs. Une telle approche requiert une politique de sécurité vraiment axée sur l'être humain qui reste fermement engagée en faveur de la solidarité et dignité humaine, tant sur le plan national qu'international.

# L'EUROPE ET LA GUERRE

La nouvelle réalité européenne en temps d'incertitude mondiale

**800 milliards d'euros pour des armes et équipements financés par des dettes supplémentaires. C'est ainsi que peut être résumé le plan de « Préparation à l'horizon 2030 » de la Commission européenne. En effet, la guerre règne aux frontières extérieures de l'UE. L'Union européenne a besoin de fonds, notamment pour le soutien apporté à l'Ukraine. Cependant, cet armement croissant est-il mesuré ? Quelles conséquences ce besoin accru en sécurité engendre-t-il sur le tissu social au sein de l'UE ? Penchons-nous sur l'industrie de défense, le syndicalisme en zone de guerre et une initiative pour la paix.**



**TEXTE :** Ralph Würschinger  
**PHOTOS :** Ralph Würschinger, freepik

**B**ruelles. Yuriy Kurylo paraît fatigué. Des paupières lourdes recouvrent une partie de ses yeux verts, des cernes se dessinent en-dessous. Son costume fraîchement repassé et sa chemise polo d'une couleur violette vive tranchent avec son air fatigué. Le président de VOST « VOLYA », un syndicat chrétien et membre ukrainien de l'EZA, participe à la conférence 2026 de l'EZA à Bruxelles. Il est salué chaleureusement, répond par un sourire, parle à cœur ouvert de la situation actuelle dans son pays. Beaucoup sont au fait de ce qu'il s'y passe sur le plan militaire via les informations. Cependant, Yuriy Kurylo donne un aperçu des conditions de travail du syndicat depuis le début de la guerre. Il explique qu'en raison de la guerre le Parlement a adopté une loi qui limite depuis lors les droits et libertés des travailleur·euse·s, par exemple le droit de grève et le droit au travail.

**D**es modifications concrètes portent entre autres sur la possibilité d'augmenter le temps de travail hebdomadaire jusqu'à 60 heures, des licenciements qui ne requièrent pas l'aval des syndicats, une suspension partielle des négociations collectives et une suppression de jours fériés légaux. Le syndicaliste n'est évidemment pas content de ces mesures, mais il accepte la nécessité de telles démarches et espère une fin rapide de la guerre pour retrouver la normalité. Cependant, cette fin ne se profile pas encore.

**L**es frappes russes ne représentent pas uniquement un risque vital à l'Est du pays. Elles ont détruit des infrastructures et l'approvisionnement en énergie dans le pays entier et limitent considérablement les moyens de communication. Malgré ces conditions, Yuriy Kurylo et ses collègues font de leur mieux pour soutenir leurs membres : « Dans la mesure du possible, nous menons des négociations collectives avec des employeur·euse·s et concluons des conventions collectives. Là où la conclusion d'une telle convention n'est pas possible, nous tentons de négocier des conditions de travail plus ou moins appropriées avec l'employeur ou l'employeuse. Car, dans des zones occupées ou dans des secteurs où ont lieu des opérations militaires actives, cela est par exemple impossible. »

## Un stress permanent

**À**Lviv, à l'Ouest de l'Ukraine, VOST a contribué concrètement à la construction d'un abri. Lyudmyla Vysotska et ses élèves de maternelle s'y rendent dès que l'alarme retentit. « Pas plus tard qu'hier, un drone a survolé la ville », nous dit Lyudmyla, membre du syndicat VOST. Alors que l'alerte se déclenchait souvent deux fois par semaine au début, elle retentit actuellement (état des lieux en mars 2026) toutes les quelques semaines. Elle se rend alors avec les enfants dans le jardin où se situe l'entrée vers un abri souterrain. « Cela représente beaucoup de stress pour les enfants et nuit à leur santé, car les chauffages ne fonctionnent pas toujours en raison de coupures d'électricité et il peut faire froid », nous explique l'institutrice âgée de 57 ans.

**E**lle se distrait de la peur en dessinant ou bricolant de petits jouets en laine avec d'autres personnes les fins de semaine. Deux cousins sont sur le front depuis le début de la guerre, sa nièce est médecin et traite des soldats. Il aurait été aisé pour Lyudmyla de quitter l'Ukraine. Elle détient des terres en Pologne. Au lieu de cela, elle accepte la peur et le stress pour apporter son aide. Pendant son temps libre, elle confectionne des objets et outils – comme des bougies ou sacs – pour les soldat·e·s et considère son activité d'institutrice maternelle comme emplie de sens : « Lorsque les maris sont sur le front, il est plus éprouvant pour les mères d'élever leurs enfants. Nous essayons de les soulager quelque peu et d'être pleinement présent·e·s pour les enfants. » VOST a contribué à l'augmentation salariales des instituteur·trice·s maternelles comme Lyudmyla, des salaires qui sont toujours versés en partie grâce aux aides de l'UE.

**O**utre des aides financières, l'Ukraine a besoin d'un soutien militaire pour gagner la guerre. Yuriy Kurylo de VOST « VOLYA » croit à la victoire. Pour cela, l'Europe doit absolument continuer à se réarmer, selon lui. En fin de compte, il en va de « la sauvegarde des valeurs civilisatrices de liberté, démocratie et respect des droits humains. »

## Le récit de l'essor économique

**L**a hausse significative des dépenses de défense est un fait. Depuis 2020, les investissements des États membres de l'UE sont passés de 234 milliards à 381 milliards en 2025 (hausse de 62,8 %) selon une estimation du Conseil européen. L'Allemagne et la France dépensent autant que tous les autres États membres réunis. Des groupes de défense comme Rheinmetall en Allemagne et Leonardo en Italie constitueraient même des moteurs conjoncturels pour l'économie européenne frappée par la crise en raison de leurs carnets de commandes bien remplis. Selon l'avis des représentant·e·s du secteur, l'armement garantirait non seulement la puissance par la dissuasion, mais serait également gage de croissance. Des banques d'investissement comme Goldman-Sachs tablent sur une croissance du PIB dans la zone euro d'environ 1,3 % en raison de la hausse de la production d'armement. La banque d'investissement attribue en particulier à l'Allemagne des gains élevés et une occasion de compenser le recul des exportations automobiles. Des expert·e·s de la Banque Nationale de Paris (BNP) considèrent l'Espagne et l'Italie comme des pays qui jouiraient du plus grand potentiel sur le plan macroéconomique dans le cadre d'un armement renforcé.

**D**es analyses scientifiques brossent un tableau plus nuancé. « L'armement créera de l'emploi, mais pas autant que prôné », déclare Nan Tian, directeur du programme dépenses militaires et production d'armes à l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Stockholm International Peace Research Institute, SIPRI). Dans un article publié fin 2025, le docteur en économie a analysé les répercussions des investissements en armement sur de nombreux facteurs différents, entre autres la sécurité, un emploi décent, l'éducation et la croissance économique.

**C**et article de Nan Tian constitue une méta-analyse qui reprend des conclusions de 50 années de recherche. Son résultat : « Cela créerait plus d'emplois si l'argent était consacré à des domaines n'appartenant pas au secteur de la défense. » Pour étayer cette conclusion, il met le multiplicateur budgétaire en avant. Celui-ci met les dépenses publiques et la croissance du PIB en relation. Certes, une augmentation des dépenses de défense génère une hausse salariale dans l'industrie d'armement. Ce secteur entraîne ainsi des effets positifs sur le PIB. Cependant, des dépenses dans d'autres domaines – l'éducation, les infrastructures ou la santé – assurent une augmentation bien plus considérable du PIB.



L'ÉCONOMISTE NAN TIAN ÉTUDIE LE LIEN ENTRE LES DÉPENSES MILITAIRES ET SOCIALES

Dans l'entretien avec la psychologue Eleanor Hitchman du Comité international de la Croix-Rouge en Ukraine, vous découvrirez quelle pression cela représente pour les travailleur·euse·s. Elle relate entre autres comment elle soutient des travailleur·euse·s dont des membres de leur famille sont portés disparus.

« Lorsqu'on construit un char, il reste au dépôt jusqu'à l'éclatement d'une guerre. Lorsqu'on produit des munitions, par exemple, la finalité de cette munition est en fin de compte d'être détruite », explique l'économiste. « Lorsqu'on investit ce même montant dans le secteur de la santé ou de l'éducation, le retour sur investissement est nettement plus élevé, car des personnes en meilleure santé peuvent travailler plus longtemps et générer ainsi plus de recettes pour l'économie. »

Mesuré au multiplicateur budgétaire, des programmes de lutte contre la pauvreté rapportent deux à quatre fois le montant de l'investissement. De tels programmes ne protègent évidemment pas l'Europe contre des agresseurs belliqueux de l'extérieur. Le multiplicateur illustre cependant que les arguments économiques ne penchent pas en faveur d'un armement. L'argument selon lequel l'industrie de défense créerait de l'emploi supplémentaire ou – comme dans le cas de l'Allemagne – compenserait la suppression de postes dans le secteur automobile n'est pas soutenable pour Nan Tian. Car, la production d'armement serait hautement automatisée et le transfert de main-d'œuvre qualifiée dans ce secteur pas aisément possible en raison du haut degré de spécialisation. Le chercheur en matière de paix reconnaît le besoin de l'armée afin de garantir la sécurité en Europe. Cependant, il plaide pour une définition plus large du terme « sécurité » plutôt qu'entendre uniquement le recensement de capacités militaires ou technologiques de défense. Car, cette capacité de défense à elle seule ne garantirait pas de sécurité, mais la menacerait même.

## Des préoccupations quant à l'État providence

Dans le cadre de la dénommée approche centrée sur la personne (« human-centered approach »), il s'agit de placer l'être humain au centre des réflexions. Selon Tian, c'est également le cas pour la sécurité : « Les gens n'ont pas seulement besoin de se sentir en sécurité face à une invasion – que ce soit de l'extérieur ou d'un groupe de rebelles ou insurgés dans leur propre pays. Ils ont besoin de denrées alimentaires, d'éducation, de soins de santé, de logements et d'emplois. Cela n'est bien entendu pas seulement valable pour la génération actuelle, mais également pour les générations futures. » Déjà en 1994, les Nations Unies ont défini cette approche. En 2015, elle a été reprise par les États membres dans l'agenda des objectifs de développement durable (ODD). Un de ces objectifs est la paix ainsi que la santé, la lutte contre la faim ou encore les infrastructures. Dans son étude, Nan Tian a décelé que l'armement contredisait ces objectifs. Car, alors que les dépenses militaires augmentent, les investissements en faveur des ODD diminuent. Dans le rapport sur les ODD (disponible en anglais) présenté fin 2025, les chiffres parlent d'eux-mêmes : seuls 35 %



**MATTEO BRACCIALI DE L'ACLI REDOUTE UNE RÉORIENTATION DES VALEURS DE L'UE**

des objectifs respectent le calendrier, la moitié n'avance pas assez vite et 18 % sont même en recul. Les objectifs de développement durable fixés d'ici 2030 ne seront pas atteints. Une des raisons réside dans le fait que « les pays commencent à se tourner davantage vers l'intérieur, se replier sur eux et regarder ce qu'ils peuvent faire pour leur pays et moins la façon de se montrer solidaires avec d'autres pays », pense Nan Tian. Il qualifie cette tendance d'approche à courte vue. « S'il est possible d'aider des pays dans leur développement, cela peut augmenter la sécurité. Car, dès lors, la disposition à fomenter une insurrection, se battre ou même penser à une migration clandestine diminue, ce qui profiterait également aux pays donateurs. »

Dans le cadre de tout ce débat autour de l'armement, il souhaite des arguments savants de la part des politiques et met en particulier les syndicats à contribution afin qu'ils exigent d'y regarder de plus près : « Les syndicats et leurs membres peuvent dire : Nous exigeons ces faits scientifiques. Nous exigeons des analyses et nous exigeons un processus décisionnel qui repose sur des informations fondées. »

## Une nouvelle Europe

L'ACLI, la confédération chrétienne des travailleurs et membre de l'EZA d'Italie, se positionne clairement contre l'armement tel qu'il a lieu actuellement dans l'UE. Cependant, elle fournit une explication différente : « Les investissements dans l'armée en tant que telle ne sont pas le problème, mais bien les montants de ces investissements et leur attribution », déclare Matteo Bracciali, vice-président de l'ACLI.

Il considère les dépenses comme beaucoup trop élevées en comparaison directe avec les investissements russes. En effet, en 2025, les dépenses s'établissaient à 240 milliards d'euros. La Russie qui mène plusieurs guerres et poursuit une invasion contre un État de grande superficie dépense dès lors environ 100 milliards d'euros de moins pour son armée que l'UE. Bracciali redoute que l'armement national des États membres de l'UE en particulier menace le socle social de l'UE. Certains pays dépenseraient ainsi moins pour des allocations sociales tandis qu'une armée pour l'ensemble de l'UE soulagerait les membres, serait moins chère dans son ensemble et permettrait de dégager des moyens pour lesdites prestations sociales.

Certains décideurs politiques comme le président ukrainien Volodymyr Zelensky et le Premier ministre espagnol Pedro Sánchez comptent parmi les défenseurs de cette idée. Cette idée n'est toutefois pas récente. Déjà dans les années 50, des pays ont travaillé à une telle solution. Sous le titre « Communauté européenne de défense » (en abrégé : CED), la France, l'Italie, l'Allemagne et les pays du Benelux devaient fournir des contingents de forces armées sous le commandement conjoint d'un ministère de la défense commun. Cette Communauté n'a jamais vu le jour - entre autres parce que la France qui, dans un premier temps, avait porté cette idée sur les fonts baptismaux, était finalement très préoccupée par le risque de limiter sa propre souveraineté militaire au profit d'une organisation supranationale. Jusqu'aujourd'hui, la coopération en matière d'armement s'est limitée à la production de l'Eurofighter. L'aspect financier ne constitue toutefois pas le seul enjeu qui préoccupe Matteo Bracciali dans le cadre du débat sur un armement européen :

« Je pense que nous créons actuellement une nouvelle Europe avec des valeurs différentes de celles que nous avons défendues ces 80 dernières années. » Il partage l'avis qu'un armement démesuré de l'UE serait contraire à l'Union de la paix.

S'inspirant de la maxime du Pape Léon XIV « Si tu veux la paix, prépare des institutions de paix », l'ACLI s'est donnée pour mission de promouvoir cette paix. En 2025, l'organisation a mis sur pied la « caravane de la paix » (Caravan of Peace). Il s'agit d'une station d'informations mobile qui, durant presque six mois, a traversé l'Italie et marqué 78 arrêts : dans des écoles, prisons, exploitations agricoles et bien d'autres structures. « Nous sommes allés à la rencontre de gens dans leur quotidien et avons remarqué qu'elles ont besoin de soutien en matière de paix. Je pense qu'ainsi nous pouvons contribuer à une politique plus pacifique », déclare Matteo Bracciali avec conviction. De cette manière, il pense véhiculer une image plus large de la paix, de la sécurité et de la défense, ce qui pourrait se manifester en politique. En outre, des députés du Parlement européen sont entrés en contact avec la caravane de la paix à Strasbourg. Ils et elles ont reçu un manifeste de l'ACLI. Celui-ci contient sept propositions censées contribuer à la paix. Le temps nous dira si des points du manifeste seront mis en œuvre. Cependant, Matteo Bracciali ne veut pas attendre si longtemps. L'ACLI poursuit ses projets également en 2026 avec l'espoir que l'UE se concentrera sur son rôle d'Union de la paix et empruntera des voies plus diplomatiques, qu'il s'agisse de sa propre diplomatie ou de potentielles négociations entre l'Ukraine et la Russie.



**L'EXPERTE POLITIQUE ANNEGRET BENDIEK**

Vous trouverez plus d'informations sur le manifeste de l'ACLI, la situation géopolitique de l'Europe ainsi qu'une analyse poussée de l'étude de Nan Tian dans le podcast « **We Work Europe** ». Annegret Bendiek de l'Institut allemand pour la politique internationale et sécurité parle entre autres des forces et faiblesses de l'UE dans le contexte décisionnel. Pour écouter les épisodes, scannez tout simplement le code QR ou consultez la page web suivante : [we-work-europe.podigee.io](https://we-work-europe.podigee.io).

# LA SANTÉ MENTALE EN ZONES DE GUERRE

Entretien avec Eleanor Hitchman, psychologue au Comité international de la Croix-Rouge (CICR)



UNE SÉANCE TENUE PAR LE CICR SUR LA SANTÉ MENTALE ET LE SOUTIEN PSYCHOSOCIAL [2023/CICR]

**ENTRETIEN :** Ralph Würschinger  
**PHOTOS:** CICR

Ces dernières années, des termes comme équilibre entre vie professionnelle et vie privée, congé sabbatique et burn-out font partie de nos vies actives. Nous parlons de plus en plus ouvertement de santé mentale. Pourtant, ces débats sont menés dans des milieux privilégiés. Après tout, la paix ne règne pas partout. Les conflits armés ne sont pas cantonnés aux pays du Sud global ; ils surviennent également aux frontières de l'Europe. La question de la santé mentale y est probablement plus urgente qu'ici. Dès lors, comment les travailleur·euse·s gèrent-ils et elles leurs vies quotidiennes ? Est-il même possible de travailler convenablement dans ces conditions ? De quelle manière cela touche le bien-être mental de la population ?

Nous nous sommes entretenus avec Eleanor Hitchman. Elle est psychologue et travaille pour le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) en tant que responsable de programme en santé mentale à Kiev, Ukraine.

**EZA :** Mme Hitchman, la loi martiale est en vigueur en Ukraine depuis plusieurs années. Cela a engendré de sérieuses conséquences sur les conditions de travail dans de nombreux secteurs : heures supplémentaires, suppression de jours fériés, pas d'augmentations de salaire, etc. Quels effets cela entraîne-t-il sur la santé mentale des travailleur·euse·s ?

**Eleanor Hitchman :** Pour les travailleurs et travailleuses de première ligne, les conditions sont évidemment très stressantes, en particulier dans un conflit armé. Si vous n'avez pas le temps de vous reposer et récupérer, vous finissez par être épuisés. Toutes et tous rencontrent des problèmes de sommeil en raison des alertes aériennes. Cela peut donc influencer sur votre capacité à travailler et sur la façon de mener votre vie.

**EZA :** Êtes-vous en contact avec des employeur·euse·s en Ukraine ? Essayez-vous de susciter une prise de conscience de ces risques et d'améliorer les conditions de travail ?

**Eleanor Hitchman :** Nous recevons souvent des demandes concernant la santé mentale et le soutien psychosocial des travailleur·euse·s des services collectifs ou des prestataires de soins de santé, soit les personnes qui répondent régulièrement aux besoins, qu'ils soient d'ordre médical ou de réparation d'infrastructures critiques. Ces demandes nous sont transmises par des collègues qui apportent leur assistance technique et matérielle à ces services spécifiques, par exemple sous la forme de dons médicaux à un hôpital. Dans le cas de ces travailleur·euse·s, nous collaborons avec la Société de la Croix-Rouge d'Ukraine afin de renforcer leurs capacités, vu que leurs équipes et bénévoles peuvent fournir des prestations de psychoéducation. Notre rôle ne consiste pas à améliorer les conditions de travail en tant que telles. Cependant, la santé mentale des services de secours de première ligne constitue un véritable défi. Une des raisons qui explique cette situation est le manque de personnel pour répondre aux besoins en santé mentale qui ont drastiquement augmenté depuis 2022. De temps

à autre, des organisations envoient du personnel pour participer à des interventions que nous proposons. Cela signifie-t-il que les défis en matière de santé mentale sont résolus d'un coup de baguette magique ? Honnêtement, je ne pense pas et cela n'est pas nécessairement dû au fait que les employeur·euse·s ne souhaitent pas soutenir leurs travailleur·euse·s, mais peut-être au fait qu'ils ou elles n'en ont pas la possibilité en raison d'une multitude de facteurs, y compris le manque de personnel ou simplement les exigences de ce travail. S'il y a trop de travail et pas assez de personnel, les possibilités de bénéficier de jours de repos réguliers peuvent diminuer. Les travailleur·euse·s peuvent alors se fatiguer, mais être soumises dans le même temps à une charge de travail élevée et pression accrue. Le fardeau émotionnel d'effectuer ce type de travail dans une zone de conflit peut être énorme, vu que les personnes sont exposées à davantage de traumatisme qu'elles ne le seraient ailleurs.

**EZA :** Comment considérez-vous le besoin de la population en services de santé mentale ?

**Eleanor Hitchman :** L'Ukraine a encore une approche assez traditionnelle concernant la santé mentale avec des vestiges d'un système plutôt soviétique. Cela signifie que le sujet a été stigmatisé. Auparavant, l'accès était très limité en raison d'un manque de financement des services. Le traitement psychologique était très axé sur la psychiatrie. Avant l'escalade du conflit, l'Ukraine était en train de travailler sur des réformes pour introduire un modèle intégré à plusieurs niveaux pour les services de santé mentale. Mais, depuis 2022, les besoins ont tellement augmenté qu'il a été compliqué de poursuivre ces réformes.

Depuis l'escalade du conflit armé, la prise de conscience en matière de santé mentale a augmenté. Olena Zelenska (la Première dame d'Ukraine) s'est beaucoup penchée sur ce sujet de façon à permettre le recours à des services de proximité et accessibles. Si des services de santé mentale sont disponibles sur le terrain plutôt que principalement dans des hôpitaux et toujours assurés par des professionnels, cela signifie que davantage de personnes peuvent y avoir accès.

Le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) soutient l'Ukraine depuis 2014. Il dispense des secours en nature à la population, fournit du matériel aux hôpitaux et participe à la reconstruction. Après l'escalade du conflit armé en 2022, l'organisation a étendu ses activités. Actuellement, plus de 750 effectifs sont actifs dans le pays et répartis dans plusieurs villes.

**EZA : Les réformes mentionnées ont-elles garanti un nombre suffisant de psychologues pour assurer une prise en charge appropriée ?**

**Eleanor Hitchman:** La profession de psychologue est relativement récente en Ukraine. Par conséquent, il n'y a pas beaucoup de psychologues qualifié·e·s. Afin de couvrir les besoins, le ministère de la Santé a mis en place des formations pour les psychologues. Comme vous pouvez l'imaginer, les besoins en matière de santé mentale diffèrent en temps de paix et de conflits armés. Cela requiert des compétences différentes. Par ailleurs, certain·e·s psychologues seront ensuite évidemment mobilisé·e·s pour soutenir l'armée. Cela signifie qu'ils ou elles sont moins disponibles pour travailler avec la population civile.

**EZA : Y-a-t-il quelque chose que les personnes souffrant de troubles mentaux peuvent faire elles-mêmes ? Comment peuvent-elles devenir plus résilientes ?**

**Eleanor Hitchman:** À vrai dire, je n'aime pas trop employer le mot « résilient » quand il s'agit de personnes qui vivent dans de telles circonstances. Si vous n'arrivez pas à gérer la situation, est-ce dû au fait que vous ne soyez pas assez résilient·e ? Est-il question de résilience ou de survie ? Ce que je veux dire, c'est que vous n'avez pas le choix. Les gens doivent vivre ces situations compliquées de la meilleure façon possible. Je pense qu'il s'agit plutôt de rendre les choses un peu moins graves. Nous pouvons soutenir le renforcement des capacités pour le travail psychosocial dans le cadre de conflits armés. Nous pouvons tenter de fournir de la psychoéducation et des stratégies et techniques qui pourraient aider les personnes à faire face, mais cela diffère d'une personne à l'autre.

**EZA : Comment cela fonctionne-t-il ?**

**Eleanor Hitchman:** Le problème avec les stratégies d'adaptation à la situation, c'est que l'on peut aisément donner des conseils et dire de faire du yoga, promener le chien ou appeler vos ami·e·s, mais, en réalité, chaque personne est un

peu différente. En effet, si vous appelez vos ami·e·s et qu'ils ou elles finissent par passer tout leur temps à parler de la situation ou si vous passez du temps avec votre famille et qu'ensuite cette dernière souhaite toujours parler du conflit, alors cela pourrait ne pas fonctionner pour vous. Dès lors, de nombreuses choses que les gens pouvaient effectuer pour gérer leur vie et stress dans une situation normale pourraient ne plus être possibles parce qu'ils mènent leur vie dans un contexte de conflit armé. Un couvre-feu est d'application, certain·e·s ne peuvent pas quitter le pays, des communautés ont été dispersées, des personnes ont été déplacées ou des membres de la famille sont à l'étranger.

Malheureusement, il n'y a pas une chose simple ou des mécanismes que vous pouvez mettre en place qui rendront tout meilleur, car la réalité dans laquelle vous vivez est très compliquée. Les travailleur·euse·s doivent trouver des stratégies qui fonctionnent pour eux et elles dans leurs situations spécifiques. Cela peut faire une petite différence sur la façon de faire face au quotidien, de tenir le coup, mais cela ne signifie pas que cela constituera une solution intégrale.

**EZA : Même s'il n'y a pas de solution unique pour toutes et tous, y-a-t-il un programme que vous proposez qui fonctionne particulièrement bien ?**

**Eleanor Hitchman:** Je dirais que je suis fière de tous nos programmes parce qu'ils fonctionnent bien. Toutefois, le programme en cours pour les familles de personnes portées disparues jouit d'un accueil très favorable de la part des bénéficiaires (note de l'éditeur : Actuellement, plus de 70 000 personnes sont portées disparues en Ukraine selon les autorités ukrainiennes). Ces personnes sont des travailleur·euse·s. Pouvoir les aider à surmonter les défis et la détresse causés par le fait de ne pas savoir ce qui est arrivé à leurs proches leur permet de mener leur vie quotidienne avec leur famille et à travailler. Nous constatons que les membres de ces groupes restent en contact par la suite et s'unissent en un réseau fort de soutien. Nous savons que le soutien social constitue un très bon facteur de prévention face au développement de troubles mentaux.

Si vous souhaitez savoir plus sur les activités du syndicat ukrainien VOST « VOLYA » aux services de ses membres, jetez un œil à notre article à la page 7.

Pour plus d'informations sur le programme du CICR pour les familles qui vivent dans l'incertitude, veuillez suivre ce lien (en anglais) : <https://www.icrc.org/en/article/ukraine-supporting-families-living-uncertainty>



## PASSER DES DÉFIS AUX ACTIONS : DÉFINIR LES PRIORITÉS FUTURES DES ORGANISATIONS DE TRAVAILLEURS DE PAYS CANDIDATS À UNE ADHÉSION

**TEXTE :** Ljuban Bulić

Comment les organisations de travailleurs de pays candidats à une adhésion à l'UE peuvent-elles renforcer leur rôle en cette période de rapide transformation économique et sociale ? Cette question se situait au cœur du séminaire final portant sur les perspectives et organisé par l'EZA en coopération avec la Confédération du travail PODKREPA. Le séminaire a eu lieu du 2 au 4 février 2026 à Königswinter en Allemagne dans le cadre du projet spécial de l'EZA pour les organisations de travailleurs de pays candidats à une adhésion à l'UE. Il s'est tenu au centre de l'AZK (Arbeitnehmer-Zentrum Königswinter) – une organisation membre de l'EZA et le lieu de naissance de l'EZA – ce qui a donné l'opportunité aux participant·e·s, y compris les nouveaux partenaires des Balkans occidentaux, de se connecter aux origines de l'EZA et visiter son secrétariat.

Le séminaire a mis un accent fort sur les échanges pratiques. La première journée entièrement consacrée à des ateliers interactifs conçus pour déceler les véritables besoins des organisations de travailleurs dans cette région a constitué le cœur de ce séminaire. Encadrés par Lucy Chambers, une animatrice expérimentée, les ateliers ont créé un espace ouvert et inclusif pour les échanges entre les participant·e·s issu·e·s de pays et contextes linguistiques différents. À l'aide d'un processus structuré, les participant·e·s ont d'abord dressé les défis majeurs auxquels ils et elles sont confronté·e·s. Ils les ont ensuite traduits en besoins de renforcement des capacités et ont finalement développé des propositions pour des actions futures.

Ce processus a débouché sur six domaines prioritaires qui reflètent des préoccupations communes entre les pays candidats à une adhésion : piloter les technologies numériques et l'IA, aborder le harcèlement et renforcer l'intégrité, accroître le taux de syndicalisation, améliorer l'image publique et la communication, impliquer les jeunes et renforcer les capacités de négociation. Au-delà de l'identification des défis, les ateliers ont également généré des idées pratiques, y compris le besoin de programmes de formation régionaux, une utilisation plus forte des outils numériques, des approches ciblées pour l'implication des jeunes et des formats d'apprentissage plus interactifs tels que des simulations ou visites d'étude. Ces résultats serviront de base aux orientations futures du projet spécial

de l'EZA et ses activités de renforcement des capacités.

Alors que la première journée était axée sur la pratique, la seconde journée a placé ces problématiques dans un contexte européen plus large. Nermin Oruč, directeur de recherche au Centre d'évaluation du développement et de recherche en sciences sociales (Bosnie-Herzégovine) a ouvert les échanges en donnant un aperçu de la mise en place du socle européen des droits sociaux dans les Balkans occidentaux. Son analyse a indiqué une progression graduelle de l'emploi et l'éducation, mais a également soulevé des défis structurels constants, y compris l'emploi informel, l'inadéquation des qualifications et compétences et une capacité institutionnelle faible. Christophe Galand, chef de l'unité des Balkans occidentaux à la Commission européenne (DG ENEST), a complété cette perspective en présentant le plan de l'UE de croissance pour les Balkans occidentaux du point de vue de la Commission européenne. Il a souligné l'importance stratégique du processus d'élargissement et son rôle dans l'accélération des réformes et la convergence économique.

Sur cette base, Stefan Ristovski, chercheur à l'EPI (European Policy Institute, Macédoine du Nord) a présenté le dispositif d'analyse de réforme et de croissance (Reform and Growth Monitor) et fourni une perspective plus critique. Il a souligné une mise en œuvre inégale entre les pays et a mis en relief une lacune majeure : les organisations de travailleurs ne sont toujours pas assez impliquées dans les processus de conceptions des réformes. Cette observation a trouvé un écho fort parmi les participant·e·s et a mené à une discussion plus large sur le rôle des travailleur·euse·s dans les réformes en cours.

Un message central de ce séminaire portait sur le fait que les travailleur·euse·s sont trop souvent perçu·e·s comme des destinataires passifs de réformes plutôt que des partenaires actifs dans leur élaboration. Le renforcement du dialogue social est par conséquent essentiel, en particulier dans le contexte des transitions numériques et vertes qui entraînent des répercussions directes sur les emplois et conditions de travail. Le séminaire s'est clôturé par un message clair : la convergence économique doit aller de pair avec le progrès social ; et conférer plus de pouvoir aux organisations de travailleurs constituera une clé pour atteindre des résultats équitables et pérennes.

## ACTUALITÉS DE L'EZA

# DEUX NOUVEAUX MEMBRES DE MACÉDOINE DU NORD

Nous sommes ravis de pouvoir accueillir simultanément deux nouveaux membres au sein de notre réseau : les deux nouvelles organisations viennent de Macédoine du Nord et renforcent ainsi la diversité régionale et la coopération européenne.



La **Confederation of Free Trade Unions of Macedonia (KSS)** est une confédération de syndicats indépendante et organisée de manière démocratique qui s'engage en faveur des droits et intérêts des travailleur·euse·s. Elle rassemble plusieurs syndicats sectoriels et représente ses membres auprès des institutions publiques et employeur·euse·s. La KSS est une organisation syndicale représentative sur le plan national ainsi que dans le secteur public en Macédoine du Nord. Sur cette base, elle participe au Conseil économique et social et est signataire de la convention collective générale pour le secteur public. Un point central de son travail consiste

à promouvoir le dialogue social, améliorer les conditions de travail et renforcer les droits des travailleur·euse·s. Par ailleurs, la KSS travaille activement à l'élaboration de mesures politiques portant sur le marché du travail et s'engage en faveur de salaires équitables et de sécurité sociale. Des services de formation et de sensibilisation pour les salarié·e·s font également partie de son champ d'action. Par son travail, la KSS apporte une contribution importante au développement d'une société de travail sociale et juste.

L'**Union of Financial Institution Workers of Macedonia (SFOM)** défend en particulier



les intérêts des salarié·e·s du secteur financier en Macédoine du Nord. En tant que syndicat sectoriel, elle s'engage de façon ciblée pour des conditions de travail équitables, une rémunération appropriée et la protection des droits des travailleur·euse·s dans les banques et institutions financières. Une attention particulière est accordée à la promotion du dialogue social dans le secteur ainsi qu'au soutien de ses membres dans des questions relevant du droit du travail. En outre, la SFOM œuvre pour la formation et l'information des salarié·e·s afin de renforcer leur développement

professionnel. L'organisation contribue à faire entendre la voix des travailleur·euse·s dans le secteur financier et à défendre efficacement leurs préoccupations. Grâce à son expertise dédiée, elle complète le réseau de l'EZA en y apportant une perspective importante d'un secteur économique central. Nous nous réjouissons d'ores et déjà de mener des échanges et de travailler ensemble à l'avenir.

**Bienvenue dans le réseau de l'EZA !**



# MAGAZINE



## WE WORK EUROPE

### Le magazine d'EZA pour vos oreilles

Dès aujourd'hui, vous pouvez écouter gratuitement le nouveau podcast d'EZA, **We Work Europe**, sur votre smartphone ou votre PC, dans le confort de votre maison ou en déplacement. À l'avenir, trois épisodes seront publiés pour chaque magazine EZA et apparaîtront sur toutes les plateformes de podcast.

Pour **We Work Europe**, nous voyageons dans toute l'Europe et rencontrons des centres membres et des experts dans le domaine du travail. Nous discutons avec eux des affaires courantes et observons les développements du dialogue social et de la politique sociale européenne.

**We Work Europe** est une production d'Escucha - Culture for the Ear au nom d'EZA. Vous pouvez trouver le podcast sur toutes les plateformes populaires : Apple Podcasts, Audible, Google Podcasts, Spotify et sur de nombreux autres podcatchers. N'hésitez pas à nous laisser un commentaire et à recommander le podcast à d'autres personnes ! Scannez le code avec votre smartphone et accédez directement à la plateforme de votre choix !



### ADRESSE

#### Publication

EZA – Centre Européen pour les Travailleurs  
Johannes-Albers-Allee 2 53639 Königswinter  
Tel. +49 - 22 23 - 29 98 - 0  
E-Mail: eza@eza.org  
www.eza.org

#### Rédaction

Sigrid Schraml, Ralph Würschinger (rédacteur responsable), Sergio de la Parra, Ljuban Bulić

#### Conception éditoriale et graphisme

Sofia Wunderling  
wunderling.myportfolio.com

#### Fotos & illustrations

Katrin Brügggen, Ralph Würschinger, freepik, CICR

#### Mode de parution

Trois numéros par an.



Financé par  
l'Union européenne